



Commune d' OCQUERRE

dossier n° PC 077 343 21 00001 M01

date de dépôt : 02 juillet 2021
demandeur : Madame FROGNEUX Sabine
pour : Modifier un bâtiment d'élevage équins
et modifier l'emplacement de la réserve
incendie
adresse terrain : Lieu-dit "Vieux Moulin"
à OCQUERRE (77440)

ARRÊTÉ N° 2021 - 42
accordant un permis de construire modificatif
au nom de la commune de Ocquerre

Le Maire d'Ocquerre,

VU la demande de permis de construire modificatif présentée le 02 juillet 2021 par Madame FROGNEUX Sabine demeurant, lieu-dit "Ferme du Vieux Moulin" à OCQUERRE (77440) et enregistrée par la mairie de Ocquerre sous le numéro PC 077 343 21 00001 M01.

VU l'objet de la demande :

- pour modifier la nature des façades d'un bâtiment d'élevage équins et modifier l'emplacement de la réserve incendie ;
- sur un terrain situé lieu-dit "Vieux Moulin", à OCQUERRE (77440) ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30/09/2003, modifié le 23/09/2008 et révisé le 26/09/2019 et approuvé le 18 Décembre 2019,

VU l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande de permis de construire modificatif en date du 02/07/2021 ;

VU le permis de construire initial n ° 077 343 21 00001 accordé le 01/04/2021 ;

VU l'avis favorable assorti de prescriptions et de recommandations du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) en date du 03/08/2021 dont copie ci-jointe ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le permis de construire modificatif est ACCORDE.

Article 2

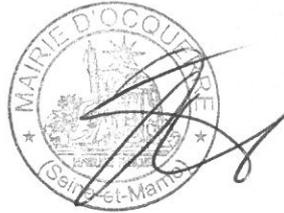
Les prescriptions émises sur l'arrêté initial du 01/04/2021 sont maintenues.

Article 3

Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis de construire initial.

Fait à Ocquerre, le 5 Août 2021

Le Maire
Bruno GAUTIER



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.